



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

24 septembre

Antoine Côté et Francis St-Laurent
Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)
1000, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 409A
Montréal (Québec) H3C 3R7

Chers M. Côté et M. St-Laurent,

Veillez trouver ci-joint la réponse formelle du Parti libéral du Canada à votre questionnaire.

Pour en apprendre davantage au sujet de la vision que le Parti libéral a pour le Canada, prenez un moment pour consulter nos politiques en ligne à ChangeRassemble.ca. Ce site présente des détails sur les politiques, les objectifs et les priorités d'un gouvernement libéral.

Au nom de notre chef, Justin Trudeau, et de son équipe toute entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos membres.

Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral du Canada, parce qu'elles concernent les questions qui vous touchent.

Bien cordialement,

Anna Gainey, Présidente
Parti libéral du Canada

Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Fédération étudiante collégiale du Québec

Question #1 : Comment votre parti se positionne-t-il au sujet des transferts fédéraux en éducation postsecondaire? Votre parti s'engage-t-il à rétablir le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) au montant à 3,5 milliards de dollars, soit au niveau de 1994 avec l'inflation?

Un gouvernement libéral conclura des ententes bilatérales avec les provinces et territoires.

Il nous faut constamment revenir à l'esprit fédéral : cette idée que nous devons travailler ensemble, dans le respect des différences, pour atteindre nos objectifs communs. Les défis auxquels nous faisons face ne peuvent être résolus uniquement à partir d'Ottawa. Ils exigent un vrai partenariat entre le gouvernement fédéral et les provinces et une vision fédérale qui respecte les compétences du Québec et de toutes les provinces. Cela nécessite un dialogue continu. C'est pourquoi Mr. Trudeau s'est engagé à tenir une rencontre annuelle avec tous les premiers ministres provinciaux et territoriaux si le Parti libéral remporte les élections du 19 octobre prochain.

Nous ferons d'autres annonces intéressantes sur les politiques et les priorités d'un gouvernement libéral. Ne manquez pas de visiter le site Web changerensemble.ca au cours des jours à venir.

Question #2 : Que propose votre formation politique au sujet des conditions de stage de formation? Votre parti s'engage-t-il à ce que les étudiants effectuant un stage obligatoire en entreprise soient rémunérés et que ceux-ci puissent bénéficier des protections accordées par le Code canadien du travail?

Nous sommes convaincus qu'il est du devoir du prochain gouvernement fédéral de résoudre enfin les problèmes liés aux stages non rémunérés des jeunes Canadiennes et Canadiens. La reprise économique a laissé pour compte les jeunes Canadiennes et Canadiens, et le manque de perspectives d'emploi a de lourdes répercussions sur nos jeunes et sur les parents qui en ont la charge. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer que les jeunes Canadiennes et Canadiens ont les moyens de réussir et la possibilité d'entamer leur carrière en s'appuyant sur des bases solides.

Un gouvernement libéral investira 1,3 milliard de dollars sur trois ans dans la création d'emplois et de débouchés pour les jeunes Canadiennes et Canadiens – soit treize fois plus que ce que propose le NPD – pour faire en sorte que ces derniers connaissent un bon départ dans leur vie. Pendant les trois prochaines années, un gouvernement libéral dirigé par Justin Trudeau créera 40 000 emplois par an pour les jeunes, grâce à un nouvel investissement annuel de 300 millions de dollars dans la Stratégie emploi jeunesse renouvelée. Cet investissement permettra de financer les mesures suivantes :

- Nous augmenterons de 35 000 le nombre d'emplois financés par le programme Emplois d'été Canada chaque
- année. Nous allons plus que doubler le nombre de Canadiennes et de Canadiens – qui est actuellement de 11 000 – pouvant accéder au programme Connexion compétences chaque année. Connexion compétences aide les jeunes Canadiennes et Canadiens qui risquent de ne pas réussir à intégrer avec succès le monde du travail – par exemple, les Premières Nations, les Inuits et les Métis, les personnes handicapées ou les chefs de famille monoparentale – à trouver un emploi intéressant.
- Nous créerons 5 000 emplois verts pour les jeunes. Pour ce faire, nous embaucherons des guides, interprètes et employés supplémentaires à Parcs Canada, afin qu'un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens puisse découvrir la beauté de nos parcs nationaux et en apprendre plus sur l'environnement. Plutôt que d'attaquer les organismes à vocation environnementale, nous collaborerons avec ces derniers pour créer des programmes spécialement destinés aux jeunes, dans le


Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

cadre desquels les participants relèveront des défis environnementaux et acquerront une expérience de travail précieuse.

Après ces trois premières années de financement rehaussé, nous établirons le niveau de financement de la Stratégie emploi jeunesse renouvelée à 385 millions de dollars par année, soit une augmentation de 50 millions de dollars par rapport à 2015-2016.

Outre le financement accru de la Stratégie emploi jeunesse, un gouvernement libéral prendra les mesures suivantes pour offrir aux jeunes Canadiennes et Canadiens plus de possibilités de travail et de formation :

- Nous investirons 40 millions de dollars annuellement pour favoriser la création par les employeurs de nouvelles occasions de stages pour les étudiantes et les étudiants dans un programme de sciences, de technologie, de génie, de mathématiques ou d'étude commerciale. Dans le cadre d'un nouveau stage créé par un employeur, nous paierons 25 pour cent du salaire du (de la) stagiaire, jusqu'à concurrence de 5 000 \$.
- Nous travaillerons avec les provinces, les territoires et les établissements d'enseignement postsecondaire pour élaborer ou élargir le Programme de préapprentissage. Cette mesure dégagera jusqu'à 10 millions de dollars par année pour aider les jeunes Canadiennes et Canadiens à acquérir les compétences essentielles à l'exercice de métiers très en demande.
- Les employeurs embauchant de façon permanente de nouveaux employés âgés de 18 à 24 ans en 2016, 2017 ou 2018 se verront exemptés de cotisations à l'assurance-emploi pendant une période de 12 mois pour ces employés. Cette mesure permettra de réduire les charges des employeurs d'environ 80 millions de dollars par année. Le coût de cette initiative sera financé à même les recettes générales.
- Nous rétablirons et moderniserons le Programme de service volontaire pour les jeunes et y injecterons 25 millions de dollars par année pour aider les Canadiennes et les Canadiens à acquérir une précieuse expérience de travail et de vie tout en voyageant partout au pays pour contribuer à la réalisation de projets communautaires.
- Nous mettrons fin à la pénalité plus élevée de 910 heures pour les nouveaux travailleurs, éliminant ainsi la discrimination faisant en sorte que les jeunes travailleuses et travailleurs – dont bon nombre travaillent à temps partiel ou ont perdu leur emploi pour des raisons indépendantes de leur volonté – ont plus difficilement accès aux prestations et au soutien qui les aideraient à acquérir plus de compétences et à retourner sur le marché du travail.

Nous accroîtrons les investissements dans les formations axées sur les compétences grâce à une hausse annuelle de 750 millions de dollars dans les programmes de formation qui sont offerts en partenariat avec les provinces et territoires. Ces programmes comprendront :

- Une augmentation annuelle de 500 millions de dollars du financement des ententes sur le développement du marché du travail conclues avec les provinces.
- Une augmentation annuelle de 200 millions de dollars du financement des provinces et territoires pour former les travailleuses et travailleurs qui ne sont actuellement pas admissibles aux formations financées par le fédéral. Cela annulera les coupes faites par Stephen Harper en 2014 dans les ententes sur le marché du travail, qui visaient à aider les Canadiennes et les Canadiens en dehors du marché du travail à obtenir les compétences de base en matière de lecture et de calcul pour avoir la chance de trouver un emploi décent.
- Un gouvernement libéral reconduira et accroîtra de 50 millions de dollars le financement accordé à la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA).
- Nous investirons 25 millions de dollars par année dans des installations de formation, grâce à l'établissement de partenariats avec des organisations syndicales de façon à ce que plus d'installations aient les équipements nécessaires pour former des travailleuses et travailleurs partout au pays.


Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

- Nous travaillerons avec les employeurs et les travailleurs pour déterminer un ratio d'apprentis adéquat pour tous les projets fédéraux d'infrastructure.

Question #3: Quelles mesures votre parti souhaite-t-il mettre de l'avant afin d'encourager l'occupation dynamique du territoire, particulièrement chez les jeunes? Votre parti s'engage-t-il à instaurer un crédit d'impôt pour jeunes diplômés travaillant en région et à ce que celui-ci puisse s'appliquer aux dettes d'études?

Les libéraux savent qu'il est essentiel pour le Canada et la prospérité économique des Canadiennes et Canadiens de réaliser des investissements pour que les études postsecondaires soient plus abordables. Pour faire en sorte que les membres de la génération actuelle et des suivantes aient accès à des débouchés, le Canada a besoin d'une classe moyenne instruite et qualifiée qui assure la diversification et le rétablissement de son économie.

Nous créerons 5 000 emplois verts pour les jeunes. Pour ce faire, nous embaucherons des guides, interprètes et employés supplémentaires à Parcs Canada, afin qu'un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens puisse découvrir la beauté de nos parcs nationaux et en apprendre plus sur l'environnement. Plutôt que d'attaquer les organismes à vocation environnementale, nous collaborerons avec ces derniers pour créer des programmes spécialement destinés aux jeunes, dans le cadre desquels les participants relèveront des défis environnementaux et acquerront une expérience de travail précieuse.

Nous dévoilerons plus de détails sur notre plan au cours des jours et semaines à venir.

Fiscalité

Question #4: Comment votre formation politique se positionne-t-elle au sujet des modifications au programme de péréquation instaurées en 2008? Votre parti s'engage-t-il à réviser ces modifications afin que les provinces et le Québec récupèrent l'argent qui leur est dû?

Les paiements de péréquation doivent être examinés fréquemment pour assurer qu'ils continuent de respecter leur objectif principal : atténuer les différences entre les revenus provinciaux pour que les provinces aient l'argent dont elles ont besoin pour couvrir les coûts liés à la distribution de niveaux semblables d'accès aux services publics.

Les libéraux croient que le gouvernement fédéral devrait faire preuve de leadership en ayant recours à des transferts pour élaborer de solides programmes nationaux en collaboration avec les provinces de sorte que tous les Canadiens aient accès aux services publics.

Question #5: Que propose votre parti au sujet de l'imposition des entreprises? Votre parti s'engage-t-il à augmenter le taux d'imposition des grandes entreprises?

Le Parti libéral du Canada s'engage à ramener le taux d'imposition des petites entreprises à 9% d'ici 2019.

Nous pensons que le taux actuel d'imposition des sociétés est compétitif par rapport à nos partenaires commerciaux et concurrents et n'avons pas l'intention de le modifier au cours de la 42e législature.

Liberal.ca

@parti_liberal /LiberalCA @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Question #6 : Quels moyens votre formation politique s'engage-t-il à prendre pour éradiquer le phénomène des paradis fiscaux?

Un gouvernement libéral mettra collaborera avec des partenaires internationaux pour créer une stratégie multilatérale de lutte contre les paradis fiscaux. Nous sommes fortement en faveur des nouvelles normes proposées par le gouvernement britannique en matière de transparence, y compris la divulgation de renseignements sur les ayants droit économiques et l'échange automatique d'informations. Si la communauté internationale fait front commun pour exiger une plus grande responsabilisation, ce sera alors beaucoup plus difficile pour les fraudeurs de l'impôt de cacher des biens dans des juridictions opaques. L'évasion est un véritable défi mondial qui touche autant les citoyens des pays les plus vulnérables que ceux des pays privilégiés. Des engagements réels et non des réductions draconiennes constituent la meilleure approche pour relever ce défi. Toute autre réponse serait synonyme d'occasion manquée et coûterait cher au Canada tant du point de vue financier que de celui de sa réputation internationale.

Question #7 : Votre parti souhaite-t-il reconduire ou négocier de nouveaux accords de libre-échange? Votre parti s'engage-t-il à ce que tout accord de libre-échange ne contienne aucune déréglementation des diverses normes en éducation, en matière sociale, de condition de travail ou d'environnement?

Le Parti libéral du Canada appuie les accords de libre-échange, car ils créent des emplois pour les Canadiennes et Canadiens et contribuent à la croissance économique et à la prospérité à long terme de l'ensemble du pays. La prospérité du Canada commence avec la classe moyenne et nous savons que les industries d'exportation versent en moyenne des salaires qui sont supérieurs de 50 % à ceux des autres industries. Cependant, la vision du monde unidimensionnelle qu'a le gouvernement conservateur le pousse à mener dans le mystère le plus total, sans consulter qui que ce soit, des négociations commerciales et des ententes définitives qui ne sont pas dans l'intérêt supérieur des Canadiennes et Canadiens.

Nous nous assurerons que la Chambre des communes et le Sénat disposent d'un système plus rigoureux de surveillance et d'examen des mesures législatives et des autres affaires, comme les négociations commerciales. Plus particulièrement, les comités parlementaires auront plus de ressources pour mandater des experts afin qu'ils produisent des analyses indépendantes des mesures législatives proposées. Un gouvernement libéral fera appel à l'expérience et aux connaissances des Canadiennes et des Canadiens et en tiendra compte dans ses décisions et son évaluation des politiques et des programmes existants.

Notre plan pour un gouvernement juste et ouvert constitue un ambitieux programme en faveur du changement; un programme qui nous permettra de moderniser le mode de fonctionnement du gouvernement canadien, de telle sorte qu'il soit plus représentatif des valeurs et des attentes des Canadiennes et Canadiens. Une simple idée constitue sa pierre angulaire : un gouvernement transparent est un bon gouvernement. Pour que les Canadiennes et Canadiens fassent confiance à leur gouvernement, il faut que le gouvernement leur fasse également confiance. En d'autres termes, un gouvernement ouvert est un gouvernement efficace.

Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Environnement

Question #8: Quelles mesures votre formation politique promet-elle d'instaurer afin de protéger l'environnement et les citoyens des catastrophes pétrolières? Votre parti s'engage-t-il à interdire l'installations de nouvelles infrastructures pétrolières à une distance déraisonnable des cours d'eau?

En ce qui concerne les projets de transports de pétrole, nous estimons que leur mise en œuvre doit être assujettie aux évaluations environnementales et aux examens les plus rigoureux. Le gouvernement ne doit pas chercher à passer outre à une évaluation environnementale si ses conclusions vont à l'encontre de l'exécution d'un projet. Notre préoccupation première est toujours de veiller à ce que le processus d'évaluation environnementale se déroule en toute intégrité et que les conclusions soient fondées sur des données factuelles scientifiques et sur la nécessité de protéger l'environnement de régions entières. Les questions comme la détection de fuite seront également traitées sous nos nouvelles évaluations environnementales. L'exploitation doit également être faite en coopération avec les communautés autochtones avoisinantes, de manière à ce que leurs droits soient respectés et qu'elles puissent profiter des retombées de cette exploitation.

Question #9: Comment votre parti se positionne-t-il face à l'utilisation des oléoducs? Votre parti s'engage-t-il à interdire que des oléoducs transportent d'autres matières que celles pour lesquelles l'oléoduc a été conçu?

Quand il est question de grands projets comme les oléoducs, chaque projet doit être jugé séparément. Les demandes d'oléoducs doivent passer un examen rigoureux et inclure une consultation et un engagement exhaustifs de la communauté. En outre, des plans suffisants doivent être mis en place pour atténuer les risques et réagir à des circonstances imprévues.

En approuvant des projets de mise en valeur des ressources naturelles, le gouvernement fédéral a la responsabilité cruciale de concilier développement économique, sécurité énergétique, et facteurs environnementaux et socioéconomiques pour en arriver à une décision qui est dans le meilleur intérêt des Canadiens.

Un gouvernement libéral modernisera l'Office national de l'énergie et rétablira la confiance dans cet organisme. Nous allons nous assurer qu'il compte sur une vaste représentation régionale et sur une expertise suffisante dans des domaines comme les sciences de l'environnement, le développement communautaire, et les connaissances autochtones ancestrales. Les audiences sur la proposition de pipeline Énergie Est doivent être fondées sur une approche globale, sur des faits et sur des preuves aux fins de l'évaluation de ce projet. Elles doivent également constituer un processus de consultation et d'investigation scientifiquement solide et approfondi. Ces projets ne peuvent mettre en péril l'environnement, les communautés locales et les droits des Autochtones.

Question #10: Comment votre formation politique se positionne-t-elle au sujet de l'exploitation des sables bitumineux? Votre parti s'engage-t-il à arrêter ou en diminuer l'exploitation?

Les libéraux savent que les sables bitumineux du Canada fournissent des débouchés économiques considérables à notre pays. Près de 400 000 emplois directs et indirects au Canada sont attribués aux sables bitumineux, et ce chiffre devrait augmenter au cours des deux décennies à venir. En outre, les sables bitumineux devraient rapporter 2,1 mille milliards de dollars à l'économie canadienne au cours des 25 années à venir.

Néanmoins, les sables bitumineux doivent être exploités de façon responsable, d'une manière qui réduise la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre tout autant qu'elle protège l'atmosphère, l'eau et les sols

Liberal.ca

@parti_liberal /LiberalCA @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

environnants. Le rôle du gouvernement fédéral est de créer le cadre qui aide les Canadiens à faire croître l'économie et à protéger l'environnement. Il n'appartient pas au gouvernement de faire pencher la balance en faveur des promoteurs de tel ou tel projet ou de ses opposants. S'il le fait, comme l'a fait le gouvernement Harper beaucoup trop souvent, cela compromet l'intégrité du processus et empêche les promoteurs d'obtenir l'approbation sociale dont ils ont besoin pour mettre leurs projets en marche et créer des emplois. De plus, cela pousse le public à douter que l'environnement soit protégé comme il se doit. En d'autres termes, les administrations publiques octroient des permis, mais seules les communautés détiennent le pouvoir de les approuver.

Question #11: Comment votre parti se positionne-t-il au sujet du protocole de Kyoto? Votre parti s'engage-t-il à ce que le Canada participe à l'élaboration de la seconde phase du protocole de Kyoto, qu'il l'intègre et qu'il se dote d'un plan d'action ambitieux visant à verdir son économie de 60% à 80% d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990?

Sans leadership ni engagement sérieux, les changements climatiques continueront d'être une menace grave à la santé et à la sécurité de nos collectivités, de mettre les habitats naturels et les espèces à risque et de peser de plus en plus sur l'économie du pays.

Nous sommes en 2015. Les Canadiennes et les Canadiens n'ont plus à choisir entre l'environnement et l'économie. Un gouvernement libéral agira afin de créer pour eux un avenir plus durable et plus sain économiquement, travaillant notamment avec les provinces et les territoires pour mettre au point un plan exhaustif de réduction des gaz à effet de serre.

À titre de premier ministre, Justin Trudeau participera à la conférence de l'ONU de décembre 2015 sur les changements climatiques à Paris et, dans un délai de 90 jours, il tiendra une réunion des premiers ministres afin de collaborer à l'élaboration d'un cadre de lutte contre les changements climatiques s'inspirant des meilleures analyses économiques et scientifiques. Dans un vaste accord sur la réduction des émissions conclu avec les provinces et les territoires, nous nous assurerons qu'ils disposent des outils nécessaires pour mettre au point leurs propres politiques leur permettant d'atteindre les objectifs fixés, et nous leur octroierons un financement fédéral ciblé pour les aider à arriver à leurs fins.

Vu l'inaction du gouvernement Harper face aux changements climatiques, nous risquons de rater notre cible de réduction des gaz à effet de serre de 20 % en 2020, et de plus de 30 % en 2030. Pire encore, les conservateurs continuent d'entraver les négociations internationales sur les changements climatiques. En niant l'existence de ces changements et en refusant d'agir, Stephen Harper a privé les Canadiennes et les Canadiens d'une belle occasion de renforcer l'économie, de mettre à profit leur talent et leur ingéniosité et de prendre les devants dans la course à la création d'emplois hautement spécialisés dans le nouveau secteur des technologies vertes.

Réforme des institutions démocratiques

Question #12: Comment votre formation politique se positionne-t-elle face à une réforme des institutions démocratiques et du mode de scrutin? Votre parti s'engage-t-il à réformer le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour et à évaluer l'instauration d'un mode de scrutin mixte compensatoire global?

Les élections constituent la pierre angulaire de la démocratie représentative, car il s'agit du mécanisme par lequel s'exprime le choix démocratique des Canadiennes et des Canadiens. Nous savons que nombre d'entre eux pensent que notre système électoral est défaillant, et qu'ils sont gagnés par le cynisme envers la politique, ce qui est compréhensible. Le Parti libéral du Canada et notre chef, Justin Trudeau, estime qu'il est crucial de rendre notre système électoral plus civil et fondé sur des idées plutôt que d'en faire le processus trop partisan qu'il est devenu. Les Canadiennes et les Canadiens


Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party



Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920
Ottawa, Ontario K1P 6M8

Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

méritent mieux. Notre plan pour changer ensemble modernisera la manière dont les élections se déroulent pour que leur fonctionnement reflète mieux les personnes qu'il doit servir : les Canadiennes et les Canadiens.

C'est la raison pour laquelle nous sommes déterminés à faire en sorte qu'avec un gouvernement libéral, l'élection de 2015 soit la dernière élection fédérale organisée selon le système uninominal majoritaire à un tour. Dans le cadre d'un processus d'engagement national, nous veillerons à ce que des mesures de réforme électorale – comme les bulletins de vote hiérarchisés, la représentation proportionnelle, le vote obligatoire et le vote en ligne – soient pleinement et équitablement examinées. Cet exercice sera mené par un comité parlementaire spécial, formé de membres de tous les partis, qui fera des recommandations au Parlement sur les mesures à adopter. Dans les 18 mois suivant notre arrivée au pouvoir, nous déposerons un projet de loi sur la réforme électorale.

De plus, nous abrogerons les mesures antidémocratiques prévues dans la Loi sur l'intégrité des élections des conservateurs et nous supprimerons la Loi sur le vote des citoyens. Ces mesures ont été conçues pour entraver la participation électorale des Canadiennes et des Canadiens et permettre aux contrevenants d'échapper plus facilement aux sanctions. Nous rétablirons la carte d'identification des électeurs comme forme d'identification acceptée. Enfin, nous alourdirons les peines infligées en cas d'infraction délibérée à nos lois électorales.

Notre parti est sincèrement convaincu que les députés doivent représenter les Canadiennes et les Canadiens, ainsi que nos communautés d'un océan à l'autre, et non simplement siéger par le biais d'une désignation de leur parti politique. Nous estimons que les députés doivent faire entendre la voix de leurs électeurs au Parlement et non pas être les porte-paroles de leur parti politique dans leur circonscription. Nous sommes impatients de réformer notre système électoral pour veiller à ce que les élections offrent la représentation au Parlement que les Canadiennes et les Canadiens méritent. Pour qu'une réforme électorale significative puisse être mise en œuvre, il est nécessaire d'étudier consciencieusement toutes les options et d'en arriver à un consensus. Pour bien faire et avoir le plus de chances de réussir, cette étude doit être entreprise sans aucune idée préconçue sur ce que la meilleure solution devrait être.

Liberal.ca

 @parti_liberal  /LiberalCA  @liberal_party